

VU que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Ville de Lavaltrie a renouvelé, par sa résolution numéro 2019-04A-01, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant le dimanche 28 avril 2019, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le mardi 23 avril 2019;

VU que la Ville de Lavaltrie demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser le renouvellement de l'état d'urgence pour une période de cinq jours;

EN CONSÉQUENCE, j'autorise la Ville de Lavaltrie à renouveler l'état d'urgence local déclaré le lundi 22 avril 2019 pour une période de cinq jours, se terminant le dimanche 28 avril 2019.

Québec, le 30 avril 2019

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

70509

A.M., 2019

Arrêté numéro AM 0025-2019 de la ministre de la Sécurité publique en date du 30 avril 2019

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Municipalité de Canton de Low

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;

VU que le deuxième alinéa de ce même article prévoit également que si le conseil municipal ne peut se réunir en temps utile, le maire ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le maire suppléant peut déclarer l'état d'urgence pour une période maximale de 48 heures;

VU que des inondations affectent le territoire de la Municipalité de Canton de Low, lesquelles nécessitent la mise en place de différents moyens de protection et de secours;

VU que la mairesse de la Municipalité de Canton de Low, madame Carole Robert, a déclaré l'état d'urgence le dimanche 21 avril 2019 à 17 h 30 pour une période de 48 heures, le conseil municipal ne pouvant se réunir en temps utile;

VU que la situation sur son territoire demeure préoccupante, la Municipalité de Canton de Low a renouvelé, par la résolution numéro 092-04-2019, la déclaration d'état d'urgence pour une période de cinq jours, se terminant le dimanche 28 avril 2019, lors d'une séance extraordinaire du conseil municipal tenue le mardi 23 avril 2019 à 9 h 55;

VU que la Municipalité de Canton de Low demande à la ministre de la Sécurité publique d'autoriser le renouvellement de l'état d'urgence pour une période de cinq jours;

EN CONSÉQUENCE, j'autorise la Municipalité de Canton de Low à renouveler l'état d'urgence local déclaré le 21 avril 2019 pour une période de cinq jours, se terminant le dimanche 28 avril 2019.

Québec, le 30 avril 2019

La ministre de la Sécurité publique,
GENEVIÈVE GUILBAULT

70510

A.M., 2019

Arrêté numéro AM 0026-2019 de la ministre de la Sécurité publique en date du 30 avril 2019

Autorisation de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence local de la Ville de Bois-des-Filion

VU l'article 42 de la Loi sur la sécurité civile, lequel prévoit qu'une municipalité locale peut déclarer l'état d'urgence, dans tout ou partie de son territoire, lorsqu'un sinistre majeur, réel ou imminent, exige, pour protéger la vie, la santé ou l'intégrité des personnes, une action immédiate qu'elle estime ne pas pouvoir réaliser adéquatement dans le cadre de ses règles de fonctionnement habituelles ou dans le cadre d'un plan de sécurité civile applicable;

VU le premier alinéa de l'article 43 de cette loi, lequel prévoit que l'état d'urgence déclaré par le conseil municipal vaut pour une période maximale de cinq jours à l'expiration de laquelle il peut être renouvelé, sur autorisation de la ministre, pour d'autres périodes maximales de cinq jours;